

On pourrait le croire en lisant la séance du Parlement anglais du 4 avril.

Lord Aberdeen a dit dans la Chambre des lords : « Tous les efforts seront faits pour terminer la question de l'Orégon d'une manière satisfaisante ; mais s'il en était autrement, nous avons des droits *parfaitement définis*, et avec la bénédiction de Dieu et l'appui de vos seigneuries, nous sommes tout disposés à défendre ces droits. »

Le langage de sir R. Peel, dans la Chambre des communes, n'a pas été moins explicite.

Sir R. Peel exprime le regret que le nouveau président ait cru devoir, contre l'usage, reproduire le langage qu'il a tenu. Le ton et la nature de l'adresse sont, suivant lui, regrettables ; sir R. Peel ajoute : « J'espère encore que les négociations, malgré ce langage insolite, seront suivies d'un favorable résultat ; mais (ici la voix de l'orateur est émue) l'Angleterre a des droits, et si ces droits sont violés, le Gouvernement est bien décidé et *préparé* à les soutenir. (Des applaudissements éclatent dans toutes les parties de la salle.)

Si, comme nous le pensons, les États-Unis d'Amérique ne se laissent pas intimider par les menaces de l'Angleterre, si l'Angleterre réalise ses menaces et que la guerre éclate, que fera la France ?

Pourra-t-elle conserver sa neutralité ?

S'alliera-t-elle aux États-Unis ou à l'Angleterre ?